

CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 DÉCEMBRE 2017 N°2017-19 RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE
L'ACCÈS REGULE DES TIERS AUX STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL EN France

-- Réponses de l'UNIDEN --

L'UNIDEN tient tout d'abord à saluer la grande clarté du document de consultation établi par la CRE.

***Question 1 :** Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?*

Oui globalement pour les principes.

Cependant, à ce stade, nous ne sommes guère convaincus qu'est justifié le rajout (à la rémunération des investissements fondée sur le CMPC) d'une prime spécifique, celle-ci étant en outre envisagée à hauteur de 50 voire 150 points de base...

***Question 2 :** Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?*
Oui.

***Question 3 :** Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ? Etes-vous favorable à des mises à jour annuelles ?*

Nous sommes favorables aux 2 propositions de la CRE (première période de 2 ans, et mises à jour annuelles).

***Question 4 :** Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?*

Nous pouvons comprendre la difficulté exprimée par la CRE d'appliquer une régulation incitative dès la 1^{ère} période, et donc nous rallions au cadre tarifaire proposé « 100% au CRCP » pour la 1^{ère} période. Il nous semble cependant qu'un compromis, compte-tenu de notre réserve déjà exprimée en réponse à la question 1 (prime spécifique dans le mode de rémunération des investissements fondée sur le CMPC), pourrait être d'appliquer une forme d'incitation au progrès (naturelle avec le temps, comme pour tout industriel) en réduisant voire supprimant dès le 2^{ème} exercice la prime rajoutée à la rémunération fondée sur le CMPC.

Sinon, un apurement annuel dans la limite de +/-5% du revenu autorisé prévisionnel nous semble convenable pour la 1^{ère} période de 2 ans.

***Question 5 :** Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?*

Comme déjà évoqué, dans le principe, l'UNIDEN est favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation (car tout industriel se doit d'améliorer sa compétitivité dans le temps). Cependant, pour l'heure, nous ne sommes pas du tout convaincus qu'il soit pertinent d'attribuer une prime à un opérateur de stockage en fonction de son résultat aux prochaines enchères, car ce résultat dépendra grandement du niveau du prix de réserve, lequel ne sera pas fixé par lui (puisque fixé par la CRE). Nous proposons au contraire d'envisager une légère baisse annuelle du revenu autorisé de l'opérateur, toutes choses égales par ailleurs. Pour la 1^{ère} période de 2 ans, une solution est donc par exemple (comme précédemment proposé) de réduire la 2^{ème} année la « surprime » de rémunération du capital au CMPC. En outre, l'attraction du stockage étant bien entendu fonction du spread été-hiver, il est fondamental d'éviter tout effet pervers d'une telle régulation incitative des opérateurs de stockage en fonction du

résultat des enchères. En effet, on ne peut pas exclure dans ce cas la tentation d'acteurs gaziers d'aller influencer sur la valeur de ce spread été-hiver dans les semaines précédant les enchères, ce qui donnerait des signaux sans fondement au marché (des épisodes troublants les années passées sur l'évolution du spread Nord-Sud laissent à penser que de telles tentations ne peuvent jamais être exclues).

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

L'UNIDEN est en phase avec les analyses de la CRE.

Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?

Non.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

Les niveaux de rémunération des actifs demandés par les opérateurs (de 7,25 à 7,50% tout de même!) apparaissent évidemment très anormalement élevés (cf nos commentaires précédents). Au-delà de cette gamme déjà non justifiée, l'exception demandée en plus par Géométhane à hauteur de 9,0% pour le projet « Manosque phase 2 » nous paraît totalement irrecevable pour un revenu régulé (c'est-à-dire garanti), quelle que soit l'utilité de l'investissement en cours pour le système gazier.

Quant aux niveaux de rémunération demandés pour les « immobilisations en cours » (de 3,70 à 5,70% selon les opérateurs), l'écart constaté entre les différentes requêtes ...démontre l'excès de certaines demandes.

Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?

Au-delà de l'approche de la CRE, qui nous semble assez pertinente avec des estimations sur base de bornes basse et haute, un compromis pourrait être :

- un taux de rémunération de la BAR effectivement à 5,75% (càd 5,25% plus une prime de 50 points de base)
- mais un amortissement du gaz coussin sur 50 ans.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

L'UNIDEN salue la vigilance de la CRE (par exemple quant à la surveillance des niveaux de rémunération des « contrats de prestations groupe » pris en compte par un opérateur, pouvant effectivement apparaître surestimés). Nous n'avons pas de remarque complémentaire.

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagés par la CRE ?

Une question se pose à la lecture du très pertinent diagramme comparatif des chiffres d'affaires des années passées des opérateurs de stockage face aux revenus autorisés envisagés ou demandés (page 22/46):

serait-il bien acceptable que les revenus d'opérateurs s'envolent au moment où ils passent en mode « régulé » ? En effet la situation nouvelle (régulée) est tout de même à considérer comme une véritable opportunité pour les acteurs concernés puisqu'elle leur garantira leur revenu. Par conséquent une envolée de leurs rémunérations --alors désormais garanties-- serait à considérer comme un véritable effet d'aubaine, et donc non acceptable.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

L'UNIDEN est favorable à l'assiette envisagée, cependant à la condition (expresse) que :

- 1) Se révèle exacte notre lecture des 10 dernières lignes du point 3.2.2 page 24/46 du document de consultation de la CRE, à savoir que (en tous cas pour une période de transition, tel qu'annoncée par la CRE lors de son Atelier de concertation du 13 Octobre 2017) seuls les consommations livrées en Distribution rentrent dans l'assiette (et ceci en fonction de leur modulation)
- 2) L'engagement d'un consommateur industriel à une interruptibilité de dernier recours (éventuellement partielle) lui permettra de ne pas être défavorisé (déjà par rapport à l'actuel système avec obligations) si jamais son site nécessite techniquement une capacité ferme souscrite significativement supérieure à sa consommation moyenne annuelle (ceci pour des questions qui lui sont propres : capacités des équipements au gaz de backup, cogénération à disposition sur la plateforme – ce qui double plus ou moins la souscription --, etc...).

Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

La méthode 2.

Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?

- a) Quelle que soit la méthode retenue (nous espérons la n°2), il est indispensable que les sites consommateurs voulant déclarer de la capacité interruptible de dernier recours *puissent la contractualiser ...avant que ne soient émises les factures des GRT au titre d'Avril 2018 !* Donc il est indispensable que les GRD
 - D'abord diffusent d'ici là par anticipation à chaque consommateur industriel (processus indépendant des enchères de Mars) le résultat du calcul de leur « modulation client »
 - Mettent à disposition un outil (informatique si possible) permettant à chaque site concerné de s'engager au plus tard début Avril sur un niveau d'interruptibilité de dernier recours.
- b) Avec la méthode 2, le calcul se fera mensuellement. Sachant que la capacité souscrite d'un site consommateur peut évoluer au milieu d'un mois, il restera donc à fixer le jour de référence qui sera retenu dans la formule. Nous formulons ici 2 propositions :
 - Le jour du mois où la capacité souscrite est la plus élevée ?
 - ou bien faire le calcul journalièrement ?

Question 15 : Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?

Oui.

Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?

Oui.

Une condition cependant est un minimum d'anticipation quant à la publication des offres et conditions. L'exemple de Janvier 2017 avec un préavis de seulement 1 semaine par un opérateur de stockage, et pourtant avec un changement absolument majeur (passage aux enchères), ...est évidemment un exemple à ne pas renouveler : il faut viser plutôt 1 mois de préavis qu'1 semaine !

Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?

Oui.

Par contre le préavis standard proposé par les opérateurs de stockage (« plus d'une semaine avant la première enchère ») nous semble trop court. Nous pouvons comprendre qu'en 2018, avec la délibération finale de la CRE probablement tardive, l'anticipation puisse ne guère dépasser une semaine ou dix jours, mais ce préavis risque d'être trop court en année normale, ...surtout si l'on découvre des surprises dans

l'offre de l'un ou l'autre des opérateurs (lesquels ont exprimé la volonté de pouvoir garder une certaine liberté), nouveautés par exemple sur les aspects suivants :

- En matière de calendrier (comment seront-ils coordonnés ou pas entre les opérateurs de stockage ? Particularités ? ...)
- En matière de spécificités des produits proposés (des évolutions peuvent nécessiter une période minimale de maturation et de calculs internes, pour un acteur voulant souscrire des capacités de stockage face aux besoins de son portefeuille)
- En matière de règles d'enchères
- En matière de services complémentaires aux produits de stockage, de conditions contractuelles, ...qui peuvent évoluer.

Encore une fois, l'UNIDEN ne voit pas ce qui peut justifier le maintien d'un préavis limité à une semaine ou guère plus (pénalisant pour les « petits » acteurs que sont généralement les consommateurs industriels).

Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?

Il semble légitime de respecter une relative régularité de volumes alloués journalièrement, de manière à ne pas créer de « chocs » préjudiciables au processus d'enchères. Dans ce cadre, l'option A semble être à privilégier selon l'UNIDEN, dans la mesure où elle préserve effectivement les lundis et vendredis.

De manière à fluidiser l'attribution entre les 2 opérateurs, nous proposons que les enchères Storengy aient lieu les mardis et jeudis, celles de TIGF étant intercalées les mercredis.

Par ailleurs, nous pensons légitime de ne pas allouer autant de jours d'enchères à TIGF qu'à Storengy, de manière à éviter l'attribution de lots de volumes très différents d'un jour à l'autre.

Question 19 : Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?

Oui.

Si effectivement était à limiter ainsi le *volume attribué à chaque tour d'enchères*, l'UNIDEN demande par contre qu'il n'y ait pas de fixation de volume minimal demandé par un enchérisseur lors de chaque tour d'enchères (sachant que tous les acteurs gaziers ne sont pas à même de soumissionner pour des grosses quantités, contrairement à certains gros fournisseurs bien entendu).

Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?

L'UNIDEN est effectivement favorable à une telle limitation. En effet il faut faire attention à ce que la dispersion en 12 ou 14 produits côté Storengy (par exemple), ce qui paraît tout de même beaucoup, n'aboutisse pas à un imprévu fâcheux en fin d'enchères, à savoir une souscription totale *...insuffisante fin Mars !* En effet, s'il y a trop de produits offerts, il est à craindre que les participants aux enchères se focalisent au départ plus ou moins *tous sur certains produits* (pour une raison ou une autre) et pas sur les autres, ...et qu'ainsi en fin d'enchères ils ne puissent plus souscrire à hauteur de leurs besoins parce que les produits restants ne correspondraient plus aux PITS nécessaires à leur portefeuille (par exemple).

Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?

Plus il y aura de produits proposés, plus il faudra pouvoir se rattraper ...sur ceux qui ne seront a priori pas les favoris. En ce sens, nous ne sommes pas défavorables à des transferts entre produits, à condition

- Qu'elles se fassent avec un préavis minimum
- Et en nombre limité si possible.

Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?

Oui.

Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?

Oui, l'UNIDEN est favorable à la poursuite d'enchères si nécessaire au-delà de Mars, suivant un calendrier alors précisé avec un minimum d'anticipation. Nous insistons pour tout soit fait en vue d'éviter le déclenchement d'un « filet de sécurité » !

Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?

OUI, très clairement.

Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?

L'UNIDEN est effectivement favorable à une enchère à fixing pour cette année : elle assure un maximum d'allocations (en adaptant le prix aux niveaux requis), et ceci de façon simple et assez rapide, et en même temps elle responsabilise les acteurs devant leurs bids (on pourrait sinon assister à une accumulation nécessaire de tours d'enchères).

Pour les années suivantes, après retour d'expérience, l'UNIDEN est effectivement favorable au réexamen du mode d'enchères proposé par la CRE.

Question 26 : Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?

Pour une 1ère année, et visant à assurer le niveau de souscription minimal qui sera fixé par les pouvoirs publics, l'UNIDEN est d'accord pour une adjudication au prix « pay as cleared ».

Question 27 : Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?

Oui.

Question 28 : Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?

Oui.

Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?

Oui pour une liberté de plateforme la 1ère année, compte-tenu des contraintes de temps.

Par contre L'UNIDEN partage la demande de la CRE de viser une plateforme commune pour les années suivantes (bien sûr avec toute la sécurisation nécessaire). Cette plateforme devra donc être disponible dès Novembre prochain si sont bien appliquées les recommandations de la CRE (§4.3.3.3 page 34/46).

Question 30 : Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?

Oui.

Question 31 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?

L'UNIDEN s'interroge encore quelque peu sur la proposition de la CRE d'appliquer des prix de réserve nuls, c'est-à-dire sans prise en compte du niveau du spread été-hiver. En effet, si le spread été-hiver est actuellement à un niveau de 2 €/MWh, il n'est pas à exclure que son niveau monte à l'avenir, compte-tenu

en particulier de la politique nouvelle de la Chine qui remplace ses chauffages urbains au charbon par du gaz naturel : la Chine étant dans le même hémisphère que l'Europe, une tension plus forte sur le marché GNL est à craindre à l'avenir chaque hiver – cf l'écart actuel entre le prix du Japan LNG et le TTF. Donc si la mesure de simplification proposée par la CRE (prix de réserve nul) est envisageable pour les enchères effectivement sous contraintes de Mars prochain (2018), peut-être serait-il judicieux de ne pas la « figer dans le marbre » et de la réexaminer après la première période courte des 2 ans de régulation proposée par la CRE. En tout état de cause, l'UNIDEN suggère que la CRE fixe de façon pleinement transparente et explicite le niveau du prix de réserve, c'est-à-dire plutôt par un chiffre explicite qu'une formule (laquelle donnerait toujours un avantage aux grands acteurs qui ont plus de facilités que les autres pour faire des estimations précises).

Question 32 : Si des prix de réserve s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?

Non pour la première période de transition, compte-tenu des contraintes de temps et des incertitudes encore nombreuses.

Question 33 : Si des prix de réserve s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018- 2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?

L'UNIDEN est plutôt favorable à la proposition de Storengy (mais ceci à la condition de ne pas aboutir à des prix de réserve négatifs pour les stockages du sud de la France – ce qui serait irrecevable pour un service ...qui a tout de même son coût !).

Question 34 : Si des prix de réserve devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?

La formulation de Storengy semble être une bonne « 1^{ère} approche » -- même si nous partageons le questionnement résiduel de la CRE.

Question 35 : Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?

Oui.

Question 36 : Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?

Oui.

Question 37 : Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?

Oui.
